

MESSAGES CLÉS DE L'ACESO
correspondant aux quatre thèmes proposés
par le Sommet sur l'enseignement supérieur
et tirés principalement de la [Déclaration](#) publiée en juin 2011

1. QUALITÉ DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

MESSAGES CLÉS

- De nombreux rapports du Conseil supérieur de l'éducation, de la CRÉPUQ, de la Fédération des cégeps et même d'études internationales ont démontré la qualité du système d'éducation québécois.
- Les établissements d'enseignement supérieur ont un effet structurant pour leur région respective et pour l'ensemble du Québec, tant par l'avancement et la transmission des savoirs que par les retombées directes des activités de recherche et de création qui y sont menées.
- Les grandes villes universitaires à travers le monde bénéficient des retombées titanesques de la présence d'établissements d'enseignement supérieur et de recherche. La qualité de vie des citoyens y est parmi les meilleures.
- De nombreuses études le démontrent en effet, la qualité de vie des personnes détenant un diplôme collégial ou universitaire (et celle de leurs familles) est significativement supérieure à celles des personnes n'ayant pas de diplôme postsecondaire.

ARGUMENTS

- L'UQO développe des programmes d'enseignements novateurs, et les créneaux d'expertise qui la caractérisent lui permettent de se distinguer internationalement par les contributions novatrices de sa recherche et de ses activités de création.
- Les chercheurs de l'UQO sont financés par les principaux organismes subventionnaires du Québec et du Canada. Ses principaux créneaux d'expertise sont l'économie sociale et les collectivités locales, la santé psychosociale principalement au niveau de l'enfance et de la jeunesse, la photonique, l'informatique des télécommunications, la cyberpsychologie, les technologies langagières, la réussite scolaire et les transformations du travail.

- Fidèle à ses racines ancrées dans la tradition de collaboration propre au réseau de l'Université du Québec, l'UQO encourage tout naturellement les initiatives de recherche interdisciplinaires, les collaborations intra et interuniversitaires et les alliances stratégiques de partenariat, tant nationales qu'internationales, qui permettent notamment le transfert des connaissances pour le bénéfice des collectivités desservies.

Par exemple, les ententes d'affiliation avec le Pavillon du Parc et le CSSS de Gatineau démontrent très bien comment les liens établis entre l'UQO et divers organismes en Outaouais permettent à l'Université de contribuer directement à l'essor de la région et au mieux-être de la population.

- Cela fait plus de 30 ans que l'UQO forme les personnes qui œuvrent au sein des organismes de santé et de services sociaux de la région. Ces psychologues, psychoéducateurs, infirmières et travailleurs sociaux diplômés de l'UQO contribuent quotidiennement à améliorer la qualité de vie de la population de l'Outaouais et des autres régions du Québec.

La même chose est vraie pour le milieu de l'éducation, alors que les diplômés de l'UQO occupent la majorité des postes d'enseignant et de direction dans les écoles de la région. C'est le cas pour toutes les disciplines enseignées à l'UQO et l'ensemble des contributions de ses 30 000 diplômés, ce qui démontre que les retombées positives de la présence de l'UQO pour la population de l'Outaouais et le développement du Québec sont importantes et nombreuses.

- Le sous-financement des universités met toutefois en péril la qualité du système universitaire québécois.
- Selon l'étude de Pierre Fortin publiée en 2004, le Québec occupe le premier rang au Canada en matière de diplomation postsecondaire avec un taux de 69 % alors que l'Ontario arrive au second rang à 61 %. Devant le paradoxe du taux de décrochage des jeunes Québécois au niveau secondaire et la position enviable du Québec en matière d'obtention de diplômes au niveau postsecondaire, il faut y voir l'apport des cégeps.

L'unicité de notre système d'éducation est donc un gain, surtout à une période où le Québec désire favoriser la réussite scolaire et anticipe une pénurie de main-d'œuvre qualifiée dans plusieurs secteurs économiques. En plus de contrer les inégalités sociales, les cégeps haussent la qualification de la main-d'œuvre et soutiennent la recherche, le développement et l'innovation. Les cégeps favorisent l'essor économique des régions tout en offrant des services de proximité aux étudiants ainsi qu'aux entreprises, avec lesquelles ils effectuent des transferts de connaissances.

2. ACCESSIBILITÉ ET PARTICIPATION AUX ÉTUDES SUPÉRIEURES

MESSAGES CLÉS

- La situation frontalière de l'Outaouais désavantage nos établissements d'enseignement supérieur qui ont à subir la compétition gargantuesque des établissements situés à Ottawa.
- L'Alliance pour la cause de l'enseignement supérieur en Outaouais estime à plus de 2 600 le nombre d'étudiants issus de la région qui s'inscrivent dans des établissements d'Ottawa, tant au niveau collégial qu'universitaire.
- L'Outaouais connaît un taux d'abandon scolaire nettement supérieur à la moyenne québécoise. Dans les faits, des centaines de jeunes sur cette liste des décrocheurs sont plutôt inscrits dans un collège d'Ottawa.
- Le gouvernement du Québec va jusqu'à encourager et favoriser l'exode de ces étudiants en leur offrant des prêts et bourses pour aller étudier à Ottawa.
- Les établissements collégiaux de l'Outaouais comptent 29 formations techniques de moins que ceux du Saguenay-Lac-Saint-Jean et 21 de moins que ceux de la Mauricie; de même, l'Université du Québec en Outaouais compte respectivement 38 et 65 programmes de moins que les universités desservant chacune de ces deux régions.
- Les collèges de l'Outaouais manquent tellement d'espace qu'ils dépassent largement les devis qui leur ont été attribués, ce qui rend le développement de nouveaux programmes impossible.

ARGUMENTS

- Les établissements d'enseignement supérieur de l'Outaouais doivent composer avec une situation frontalière unique.
- Ceux qui obtiennent leur diplôme d'études secondaires ont un choix de programmes postsecondaires fort limité en Outaouais. Ils quittent donc massivement vers un établissement d'enseignement supérieur d'Ottawa qui offrent, au niveau collégial et universitaire, 835 programmes d'études comparativement à 101 pour les établissements de l'Outaouais.

- La pénurie de programmes en Outaouais est d'ailleurs la principale raison, à 85 %, motivant les jeunes à poursuivre leur parcours scolaire à Ottawa, et ce, malgré des frais de scolarité 3 fois plus élevés que ceux du Québec.
- En Outaouais, la proximité et la différence des deux systèmes d'éducation font en sorte de favoriser la mobilité étudiante dans un sens : du Québec vers l'Ontario.
- Saviez-vous que 39,8 % de la clientèle de la Cité collégiale sont des résidents de l'Outaouais et que l'établissement prévoit doubler son nombre d'inscriptions d'ici 2017? Cette ambition pourrait faire passer le nombre d'étudiants résidents de l'Outaouais fréquentant la Cité collégiale de 1 800 à 3 200!
- Pour le niveau collégial, l'Outaouais offre un programme pour 12 121 habitants, alors que le Saguenay-Lac-St-Jean offre un programme pour 4 625 habitants et la Mauricie offre un programme pour 5 145 habitants.
- À eux seuls, le Cégep de l'Outaouais et le Cégep Heritage College excédaient leur capacité d'accueil de 957 étudiants réguliers à temps plein pour l'année scolaire 2010-2011.
- Le premier critère se rapportant à l'accessibilité est de savoir si l'occasion de suivre une formation existe réellement pour une population donnée. Or, force est de constater que les étudiants de l'Outaouais n'ont pas accès aux mêmes opportunités de formation postsecondaire que les étudiants des autres régions du Québec.
- Les établissements d'enseignement collégial de l'Outaouais n'ont pas pu profiter d'un collège classique, un ancêtre bien établi et riche d'un passé centenaire, comme ont pu le faire plusieurs régions du Québec.

3. GOUVERNANCE ET FINANCEMENT DES UNIVERSITÉS

MESSAGES CLÉS

- L'Université du Québec en Outaouais a vu le jour en 1981, quelques mois avant une importante récession économique qui a forcé le gouvernement du Québec à effectuer des coupures importantes dans le financement des universités.
- L'Université du Québec en Outaouais a été privée depuis 10 ans d'un financement totalisant 15 M \$.

ARGUMENTS

- Malgré toutes les initiatives des établissements d'enseignement supérieur de l'Outaouais depuis 2003, le retard quant à l'offre de programmes, aux infrastructures et au financement de l'enseignement supérieur est devenu encore plus important.
- Des milliers de résidents de la région poursuivent leurs études supérieures à Ottawa. Ce qui constitue une perte d'au moins 25 millions \$ par année pour les établissements d'enseignement supérieur de l'Outaouais et d'au moins 70 millions \$ pour l'économie de la région.
- Les interventions de l'Université du Québec en Outaouais représentent actuellement 1,6 % de l'activité de formation universitaire au Québec en termes de budget de fonctionnement alors que la population de l'Outaouais représente environ 4,5 % de la population québécoise. Pour offrir des services universitaires à la hauteur des aspirations légitimes de la population, l'UQO doit donc être considérée comme un établissement « en construction ».
- À partir de 2006-2007, le MELS a apporté des ajustements importants aux grilles de financement pour les universités de taille modeste en région, mais à ce jour, aucune correction n'a été apportée pour remédier à l'iniquité vécue par l'UQO pour les années antérieures à l'année 2006-2007.
- L'Université du Québec en Outaouais a reçu 47,9 millions \$ en subventions de fonctionnement en 2008-2009 comparativement à 224,5 millions \$ reçus pour la même année par l'Université de Sherbrooke.
- En se comparant à d'autres universités évoluant dans des régions moins peuplées (Estrie, Mauricie, Saguenay-Lac-Saint-Jean), l'Université du Québec en Outaouais reçoit entre 22 % et 79 % de moins de subvention de fonctionnement.
- Les revenus de fonctionnement de l'UQO se situent à 72 millions de dollars cette année alors que la population de l'Outaouais mériterait par sa taille d'être desservie par des revenus pour l'UQO de plus de 200 millions de dollars.
- Le débat sur le sous-financement universitaire fait rage depuis plus de dix ans. Il est maintenant temps d'agir et de régler cette épineuse question afin d'assurer la pérennité et la croissance de notre université et de nos établissements d'enseignement supérieur, pierre angulaire du développement économique de notre région.
- De plus, les compressions budgétaires de 124,3 M\$ annoncées par le gouvernement aux universités pour l'exercice financier 2012-2013 créent un environnement financier instable et auront inévitablement un impact sur la capacité des universités à remplir leur mission d'enseignement, de recherche et de création et de services à la collectivité.

- En Outaouais, la situation est encore plus critique qu'ailleurs au Québec, car l'UQO souffre en plus d'un sous-financement chronique lié à son facteur taille, une situation reconnue par le gouvernement et corrigée en partie, mais pas en totalité.
- Le sous-financement de l'UQO se traduit inévitablement par un manque d'infrastructures, d'investissements et surtout, de programmes reliés aux besoins du marché du travail.
- Bien que le thème porte essentiellement sur le financement des universités, il est important de savoir que depuis trois ans, le réseau des cégeps a subi quatre vagues de compressions importantes, dont la plus récente a été annoncée à l'automne 2012 et prend effet durant l'année courante. Et ceci, en plus de l'érosion des effectifs des cégeps dû à l'attrition forcée d'un poste sur deux.
- Les cégeps de l'Outaouais pratiquent une gestion prudente et responsable de leurs effectifs. Compte-tenu de l'ampleur des compressions subies en moins de trois ans, il est plus que difficile de voir comment nos budgets peuvent être comprimés davantage à court terme sans qu'il y ait un impact sur les services à la population étudiante, ce qui est en totale contradiction avec le discours gouvernemental selon lequel l'éducation est une priorité.
- Le gouvernement doit accorder aux collèges et à la seule université en Outaouais, l'UQO, un financement de démarrage de nouveaux programmes, un financement hors cadre des espaces additionnels ainsi qu'un soutien financier important pour soutenir ses efforts de développement de projets et leur permettre de déployer une offre de formation comparable à celle des autres régions du Québec.

4. CONTRIBUTION DES ÉTABLISSEMENTS AU DÉVELOPPEMENT DE L'ENSEMBLE DU QUÉBEC

MESSAGES CLÉS

- Les milliers d'étudiants en exode dans les établissements d'enseignement supérieur d'Ottawa ne répondent pas à nos besoins criants de main-d'œuvre qualifiée puisque 25 % des qualifications obtenues du côté ontarien ne sont pas reconnues au Québec.
- Au cours des prochaines années, l'Outaouais ajoutera plus de 35 800 emplois dont 61 % nécessiteront une formation de niveau supérieur obtenue dans un établissement dont le diplôme est reconnu au Québec

ARGUMENTS

- Malgré les différentes initiatives entreprises dans les dernières années auprès du gouvernement du Québec pour combler le manque de programmes, d'infrastructures et de financement reliés aux besoins du marché du travail, nos établissements d'enseignement ne possèdent toujours pas les ressources nécessaires pour former la relève qui sera en demande, particulièrement dans le domaine de la santé où les besoins sont criants. Pensons notamment à l'inhalothérapie, les soins infirmiers et la radiologie au niveau collégial ainsi qu'à la médecine et aux sciences naturelles au niveau universitaire.

Il est surprenant que les solutions proposées jusqu'à maintenant par le milieu de la santé n'eurent pas été fortement appuyées par le gouvernement du Québec par le biais de ses ministères afin de mettre sur pied des formations aussi essentielles pour le bien-être de la population de notre région. Surtout que ces besoins chroniques ont été depuis longtemps identifiés et que des solutions ponctuelles ont dû être apportées par les établissements d'enseignement supérieur au prix d'arbitrages contraignants.

- Selon l'ACESO, les efforts à déployer pour rapatrier les 2 600 étudiants en exode sont considérables compte tenu du processus de reconnaissance des qualifications Québec-Ontario et du fait que plusieurs d'entre eux ont déjà intégré le marché du travail du côté ontarien par l'entremise de stages.
- La cause de l'enseignement supérieur en Outaouais doit être une priorité régionale. Cette priorité doit faire état d'actions concrètes de la part de l'ensemble des acteurs socio-économiques de notre région. Elle fait d'ailleurs partie du plan stratégique 2012-2017 de la Conférence régionale des élus de l'Outaouais (CRÉO).
- C'est la première fois qu'une cause liée à l'éducation soulève autant d'appuis de partenaires aussi variés qu'importants pour la croissance de l'Outaouais.
- Nous devons développer les infrastructures et bonifier l'offre de programmes de nos établissements d'enseignement supérieur en concordance avec nos besoins urgents et récurrents de main-d'œuvre qualifiée. Pour faire face à la croissance des prochaines années, nous devons développer, ici même en Outaouais, la main-d'œuvre de demain.
- Le gouvernement doit reconnaître que l'UQO est une université en développement et que sa programmation est à compléter dans des domaines clés pour la croissance économique de sa région.

CONCLUSION

- **Depuis plus de 40 ans**, les gouvernements successifs du Québec sont sous l'impression d'épargner en ne dotant pas l'Outaouais des services nécessaires sous prétexte que ces services existent à Ottawa, à un jet de pierre de Gatineau. Le raisonnement vaut notamment dans les domaines de la santé, de la culture, des infrastructures routières et de l'enseignement supérieur. Alors que le gouvernement croit épargner des sommes importantes, il appauvrit une région entière, puisque nous parlons d'investissements structurants qui nous échappent depuis des générations.
- **Les constats malheureux se multiplient et perdurent.** C'est pourquoi l'ACESO réclame pour l'Outaouais un effort sans précédent consenti par le gouvernement provincial pour changer la façon de recevoir, d'étudier et de traiter les demandes émanant de l'Outaouais en enseignement supérieur.

La spécificité de l'Outaouais impose des contraintes et un carcan tels que seule une volonté ferme et inébranlable pourrait nous permettre de contrer les effets néfastes de notre **situation frontalière unique** avec une agglomération imposante d'une autre province.

L'Outaouais a besoin du gouvernement du Québec pour arriver, **une fois pour toutes**, à mettre en place des solutions permanentes qui permettront de parer aux difficultés particulières vécues par les établissements d'enseignement supérieur de l'Outaouais et qui freine le potentiel de développement de notre région.

- **Il est temps d'agir** pour que l'Outaouais puisse se développer à son plein potentiel, car pour se développer, il faut pouvoir compter sur l'éducation de notre population.